

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
ligalité
ligalité

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 24 – du 13 juin au 20 juin 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION (AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

# **ZOOM:** IRAK - LE PARLEMENT ADOPTE LES TABLEAUX BUDGÉTAIRES POUR 2024

Le Parlement irakien a adopté le 3 juin les tableaux budgétaires pour 2024, entérinant une nette hausse des recettes et des dépenses de fonctionnement – avec un déficit presque inchangé - par rapport à la loi de Finances (LFI) 2023-2025. Pour mémoire, la LFI 2023-2025 avait été approuvée par le Parlement le 12 juin 2023. Son caractère triennal permet d'assurer une certaine continuité de la dépense publique dans un pays habitué aux retards budgétaires (absence de loi de finances en 2020 et 2022). Si cette spécificité permet l'économie d'un vote du budget par le Parlement pour 2024 et 2025, il incombe encore à ce dernier l'approbation annuelle des tableaux budgétaires sur proposition du Cabinet du Premier ministre, qui peuvent être réajustés chaque année selon les prévisions de recettes.

LE CHIFFRE À RETENIR

42,3 Mds\$

DÉPENSES
D'INVESTISSEMENT

**POUR 2024** 

Les tableaux budgétaires approuvés font état d'une hausse de près de 10% des recettes attendues en 2024, les portant à 113,7 Mds USD. Les revenus pétroliers progressent de 2,8% pour atteindre 92,7 Mds USD, avec une anticipation du prix du baril exporté qui passe de 70 USD à 80 USD pour 2024 (le reste du surplus est mis en réserve). Les revenus non pétroliers sont en hausse de près de 58% à 21 Mds USD, portés principalement par une augmentation attendue des recouvrements des factures d'électricité. Ainsi, la part des revenus pétroliers dans le budget de l'État diminue de 87,1% à 81,5% - en ligne avec l'objectif du gouvernement al-Soudani de diminuer cette part sous la barre des 80%. Si les projections de revenus pétroliers semblent réalistes, les revenus non-pétroliers apparaissent largement surévalués alors que l'Irak n'est qu'aux prémices d'un déploiement de compteurs intelligents à Bagdad (smart meter).

Les dépenses totales progressent de 6,5% à 163 Mds USD, uniquement portées par les dépenses de fonctionnement qui enregistrent une hausse de 9,4% à 121 Mds USD. Les dépenses de fonctionnement représentent désormais 74% du budget (contre 72% en 2023) dont 90,5 Mds USD pour les salaires et prestations sociales (+8,6%) et 12,8 Mds USD pour la charge de la dette (+30%). Si les dépenses d'investissement restent en nette augmentation par rapport à 2021 (+83%), elles diminuent de 1% dans le budget 2024 par rapport à la LFI 2023-2025 à 42,3 Mds USD – vraisemblablement en raison de l'annulation de certains projets portés par des bailleurs de fonds internationaux et/ou bilatéraux qui peinaient à se matérialiser. Les dépenses d'investissement restent largement sous-dimensionnées par rapport aux besoins de reconstruction des infrastructures et de diversification de l'économie du pays.

Le déficit annuel prévu se maintient quasi inchangé à 49,3 Mds USD (-0,3%). Près de 55% du déficit sera financé par des sources locales (banque centrale, banques publiques), près de 20% par les bailleurs internationaux et bilatéraux (dont l'accord « pétrole contre infrastructures » conclu avec la Chine), le reste étant couvert par le surplus des revenus pétroliers mis en réserve. À noter toutefois qu'une exécution complète du budget est peu probable, celui-ci étant traditionnellement sous-exécuté. En 2023, l'Irak avait exécuté 71% de son budget – proportion honorable compte tenu de son adoption au mois de juin, mais majoritairement tirée par l'exécution du budget de fonctionnement (79%), qui contraste avec celle du budget d'investissement (48%). Le FMI anticipe un déficit budgétaire à 7,6% du PIB en 2024.

Ce budget, largement expansionniste, fait peser des risques significatifs sur la soutenabilité des finances publiques du pays. À court terme, l'exécution budgétaire pourrait relancer l'inflation. À moyen terme, la poursuite des politiques expansionnistes en présence d'une incertitude quant à l'évolution des prix du pétrole fera peser des risques sur la stabilité macroéconomique du pays. Alors que le pays était depuis 2020 dans une trajectoire d'endettement baissière, l'orientation budgétaire pourrait conduire à des déficits croissants. Le FMI anticipe une progression de la dette publique de 44,2% du PIB en 2023, à 48,2% en 2024 puis 54,5% en 2025 – et jusqu'à 86,7 % du PIB en 2029. Dans ce contexte, le rapport article IV du FMI sur l'Irak présenté en mai 2024 recommande en urgence des ajustements budgétaires ambitieux et soumet quelques pistes, dont (i) la réduction de la masse salariale publique, (ii) une mobilisation accrue des ressources domestiques non-pétrolières, (iii) une meilleure gestion des finances publiques avec le déploiement d'un compte unique du Trésor (*Treasury Single Account*) et (iv) la conduite de réformes visant à favoriser le développement du secteur privé.

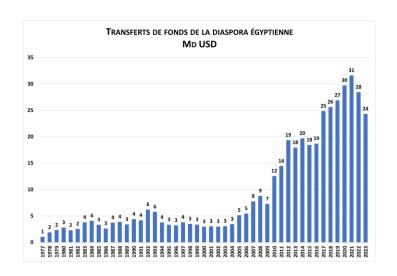
	Prévisions annuelles selon la LFI 2023 - 2025	Tableaux budgétaires 2024 approuvés	Variation	
Revenus pétroliers	90,2 Mds \$	92,7 Mds \$	2,8%	
Revenus non-pétroliers	13,3 Mds \$	21,0 Mds \$	57,9%	
Total revenus	103,5 Mds \$	113,7 Mds \$	9,9%	
Dépenses de fonctionnement	110,4 Mds \$	120,8 Mds \$	9,4%	
dont salaires	45,5 Mds \$	48,8 Mds \$	7,3%	
dont subventions	18,8 Mds \$	20,7 Mds \$	10,1%	
dont sécurité sociale	19,0 Mds \$	21,0 Mds \$	10,5%	
dont charge de la dette	9,8 Mds \$	12,8 Mds \$	30,6%	
Dépenses d'investissement	42,7 Mds \$	42,3 Mds \$	-0,9%	
Total dépenses	153,0 Mds \$	163,0 Mds \$	6,5%	
Solde budgetaire	-49,5 Mds \$	-49,3 Mds \$	0,4%	

Service Économique de Bagdad

# ÉGYPTE

# 1. L'ÉGYPTE AU 7<sup>èME</sup> RANG MONDIAL DES PAYS POUR LES TRANSFERTS DE FONDS DE LA DIASPORA.

L'Égypte est le septième pays recevant le plus de fonds de ses travailleurs expatriés dans le monde, en 2023, d'après les <u>dernières données</u> de la Banque Mondiale. L'Égypte se place ainsi derrière l'Inde, le Mexique, la Chine, la France, les Philippines et le Pakistan, avec 24,2 Mds USD envoyés par les 11 M d'expatriés égyptiens en 2023. Les transferts de la diaspora égyptienne s'affichent toutefois en baisse pour la seconde année consécutive ( -15 % par rapport à 2022, et – 23 % par rapport à 2021, avec un record historique en 2021 à 31,4 Md USD).



### 2. LANCEMENT DE L'INDICE BOURSIER « SHARIA COMPLIANT ».

La bourse égyptienne EGX a lancé le 11 juin 2024 le premier indice national conforme à la charia, après l'approbation de l'Autorité de régulation financière. Lancé en collaboration avec l'agence de notation Standard & Poor's, l'indice EGX33 comprend 33 sociétés cotées dans 16 secteurs différents. Talaat Mousta Group est la composante la plus importante de l'indice avec 15%, suivie d'Elsewedy Electric (10,3%) et d'Abu Qir Fertilizers (9,1%).

#### 3. AD PORTS RENFORCE SA PRÉSENCE EN MER ROUGE.

Le gestionnaire portuaire émirien AD Ports a annoncé dans un communiqué le 12 juin 2024 la signature de trois accords de concessions de ports égyptiens avec l'Autorité portuaire de la mer Rouge. L'investissement à hauteur de 4,7 M USD devrait s'étendre sur les 15 prochaines années et couvrira la gestion et l'exploitation de trois terminaux de croisière à Safaga, Hurghada et Sharm El Sheikh. Parallèlement, AD Ports a également conclu avec l'Autorité générale de la zone économique du canal de Suez deux accords de concessions sur 30 ans, pour le développement d'un terminal Roll-on/roll-off (navire roulier) et d'un terminal de croisière au port d'Ain Sokhna.

### **IRAK**

# 1. ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE LA SFI ET LA COMMISSION IRAKIENNE DES VALEURS MOBILIÈRES.

La Société Financière Internationale (SFI), institution groupe Banque Mondiale dédiée développement du secteur privé, a signé un accord avec la Commission irakienne des valeurs mobilières (Iraq Securities Commission) pour l'établissement d'un guide ESG (Environnement, Social, Gouvernance d'entreprise). L'initiative vise améliorer les performances du marché boursier irakien en intégrant les meilleures pratiques internationales. L'amélioration de l'environnement des investissements par la mise en place de réglementations ESG internationales vise à rendre le irakien plus attractif investissements internationaux. Depuis 2005, début de ses activités en Irak, la SFI a investi près de 2 Mds USD dans le pays.

#### 2. INAUGURATION D'UNE USINE DE RECYCLAGE DE CUIVRE.

Le Ministre de l'Industrie et des Minéraux, M. Khaled Battal, a inauguré une usine de recyclage de cuivre de l'entreprise publique General Company for Electrical Industries à Dhi Qar. L'usine a une capacité annuelle de production de 3000 tonnes de barres de cuivre, destinées à la fabrication de câbles et fils électriques. Le projet s'inscrit dans la stratégie du gouvernement de développement des capacités industrielles de l'Irak.

### 3. CONTRAT DE 46 M\$ ENTRE KRB ET LE MINISTÈRE DU PLAN.

Le groupe américain KBR a signé mi-juin un contrat de cinq ans avec le Ministère du Plan pour des prestations de conseil au gouvernement irakien dans la mise en œuvre de programmes d'infrastructures, de mégaprojets et de politiques de développement durable. Les domaines d'intervention porteront sur la planification économique, les stratégies de développement, des études de faisabilité et l'assistance à la gestion de grands projets. KBR est déjà présent en Irak dans le conseil au développement du secteur de l'énergie. Dans le cadre de ce nouveau contrat, KBR ouvrira un bureau de représentation à Bagdad.

### RAN

# 1. LA COUR DE JUSTICE ADMINISTRATIVE INTERDIT LA RÉGULATION DES PRIX DES BILLETS D'AVION.

Conformément à une décision récente de la Cour de justice administrative et à l'article 161 de la loi du cinquième plan quinquennal, le ministère des Routes et du Développement urbain n'est plus autorisé à administrer les prix des billets d'avion. Pour mémoire, depuis 2017-2018, le ministère avait suspendu l'application de cette loi afin de compenser les effets inflationnistes de la chute de la valeur du rial. Dans un secteur fortement affecté par les sanctions américaines, la régulation des prix a impacté la rentabilité des compagnies aériennes ces dernières années, ralentissant le rythme de modernisation et de maintenance de leurs flottes. Bien que le potentiel du marché domestique iranien ait été estimé à 36 millions de voyageurs en 2023-2024, 18 millions de billets seulement ont été vendus au cours de cet exercice. L'allocation de dollars aux compagnies aériennes au taux préférentiel NIMA s'est révélée insuffisante pour leur permettre de maîtriser la hausse de leurs dépenses.

# 2. AUTORISATION D'IMPORTATION DE PRODUITS COSMÉTIQUES EN VRAC.

Après six années de restriction, le ministère de l'Industrie, des Mines et du Commerce a décidé

d'autoriser l'importation en vrac des produits des groupes 4 et 27, qui comprennent les cosmétiques et produits d'hygiène, en particulier ceux qui n'ont pas d'équivalent de fabrication locale et alimentent la contrebande. Cette décision fait suite à une circulaire non appliquée du Trade Promotion Organisation iranien, en date du 13/04/2024. Sur cette base, le Ministère de l'Industrie et du commerce fixera désormais un plafond pour les importations et déterminera la d'approvisionnement en devises. Les fabricants devront communiquer leurs prévisions annuelles d'importation pour obtenir l'approbation du ministère. Depuis l'officialisation de cette mesure, les principaux acteurs du marché iranien des cosmétiques s'efforcent de reprendre contact avec des fournisseurs étrangers.

### 3. CROISSANCE DES VENTES EN LIGNE DE PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION.

La première plateforme iranienne de vente en ligne de produits d'épicerie et de grande consommation (FMCG), la société Snapp Express, révèle dans son rapport annuel (2023/2024) que son chiffre d'affaires a été multiplié par 2,5 entre 1400 (2021/2022) et 1402 (2023/2024). Cette plateforme compte 7 millions d'abonnés et reçoit 2,5 millions de commandes mensuelles correspondant à la vente de 23 millions de produits. En mars 2024, le nombre de commandes de Snap Express aurait augmenté de 50% en glissement annuel pour les 5000 supermarchés qui lui sont affiliés. Les produits agroalimentaires, notamment les snacks, les produits laitiers et les boissons, demeurent les catégories de produits les plus populaires auprès consommateurs.

### **ISRAËL**

#### 1. LA TECH MAINTIENT SON ÉLAN.

Jusque-là peu impactée par la guerre, la High Tech israélienne est plus que jamais le moteur de l'économie du pays. Les derniers indicateurs publiés par the *Israeli Innovation Authority* soulignent que désormais ce secteur emploie 11% de la main d'œuvre et contribue pour un tiers de l'impôt sur le revenu collecté. La Tech représente également 56% des exportations et 17% du PIB. Au cours de cinq dernières années on peut estimer qu'au moins 40% de la croissance économique israélienne fut imputable à la Tech. Sa productivité est par ailleurs bien supérieure à la productivité moyenne des pays de l'OCDE alors que la productivité d'Israël dans son

ensemble est bien inférieure à la moyenne des pays de l'OCDE.

### 2. LES EXPORTATIONS D'ÉQUIPEMENTS DE DÉFENSE S'ENVOLENT.

Selon le Ministère de la Défense, les entreprises israéliennes d'armement ont établi un nouveau record en 2023 en exportant 13,1 Mds USD, soit un doublement en cinq ans. Les deux précédents records étaient de 12,5 Mds USD en 2022 et 11,3 Mds USD en 2021. La plus forte hausse est attribuable à la défense aérienne (36% des ventes / 4,7 Mds USD, contre 19% en 2022). L'Europe (35% des ventes par rapport à 29% en 2022) est précédée par l'Asie-Pacifique (notamment l'Inde et Singapour) qui représente 48% des exportations. Une baisse significative de la part des pays arabes a en revanche été enregistrée (24% des exportations en 2022, 3% en 2023).

#### 3. LE FONDS SOUVERAIN ISRAÉLIEN À 6,85 MDS ILS

Deux ans exactement après son lancement, le fond souverain israélien est désormais créditeur (au 16 juin 2024) à hauteur de 6,85 Mds ILS. Le montant des seuls prélèvements sur les royalties des compagnies gazières est de près de 6 Mds ILS le reste provient d'un ancien fonds provisoire ainsi que des bénéfices réalisés.

Par ailleurs, la réévaluation à la hausse des quantités de gaz prouvées dans les trois gisements maritimes ainsi que la hausse attendue des prix du gaz dans les années à venir, permettent aux autorités fiscales d'actualiser leurs prévisions. Pour la prochaine décennie les revenus générés seraient compris entre 17,6 et 21 Mds USD, soit presque le double de la prévision précédente. À terme, il est attendu que le fonds souverain israélien génère entre 55 et 72 Mds USD pour étayer certaines dépenses publiques.

### JORDANIE

#### 1. BAISSE DES PRIX DES CARBURANTS EN JUIN.

La commission de fixation des prix du ministère de l'énergie et des ressources minérales a annoncé une baisse des prix de vente des carburants au mois de juin :

- **Diesel**: 0,7 JOD (1 \$) le litre (-0,035 JOD/-0,05 \$)

- **SP 90**: 0,915 JOD (1,29 \$) le litre (-0,045 JOD/-0,06 \$)

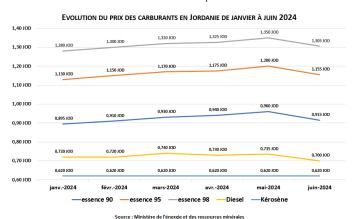
- **SP 95**: 1,155 JOD (1,63 \$) le litre (-0,045 JOD/-0,06 \$)

- **SP 98**: 1,305 JOD (1,84 \$) le litre (-0,045 JOD/-0,06 \$)

- **Kérosène**: 0,62 JOD (0,87\$) le litre (prix inchangé)

### Brèves Économiques Proche-Orient, Irak, Iran

Cette baisse des prix intervient dans un contexte de relative volatilité des cours du pétrole.



### LIBAN

### 1. LA GESTION DES ACTIFS PUBLICS AU CŒUR DES DISCUSSIONS AU PARLEMENT.

Le Parlement, réuni en commissions mixtes, a planché la semaine dernière sur la question de la modernisation de la gestion des actifs publics. Les établissements publics libanais sont positionnés sur secteurs stratégiques (électricité, transports, télécommunications) mais connaissent des difficultés prononcées dans le contexte de la crise. Leur redressement financier est une priorité afin de soutenir l'économie réelle et d'améliorer les conditions de vie de la population. La clarification et modernisation de leur gouvernance doit accompagner ces réflexions. Trois textes de lois différents avaient été déposés par divers groupes politiques mais en se concentrant surtout sur la réforme de leur gouvernance et les modalités de distribution de leurs revenus.

### **PALESTINE**

#### 1. PÉNURIES D'EAU EN CISJORDANIE.

Début juin, la compagnie nationale d'eau israélienne « Mekorot » a déclaré qu'elle réduirait l'approvisionnement en eau des gouvernorats d'Hébron et de Bethléem.

Depuis 1982, Mekorot contrôle les ressources en eau en Cisjordanie, pour revente à l'Autorité palestinienne ainsi que pour l'approvisionnement des colonies en Cisjordanie.

Selon de nombreuses organisations, la quantité d'eau utilisée par les Palestiniens en Cisjordanie est de 82,4 litres par personne (26 litres dans les communautés qui ne sont pas alimentées en eau),

bien en dessous des 100 litres par habitant recommandés quotidiennement par l'Organisation mondiale de la santé. Les Israéliens, y compris ceux vivant dans les colonies, utilisent en moyenne 247 litres d'eau par jour et par personne, soit trois fois la quantité utilisée par les Palestiniens en Cisjordanie.

# 2. LES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SANITAIRES DANS LA BANDE DE GAZA

Dans un rapport publié le 19 juin 2024 par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) sur l'impact environnemental des attaques israéliennes sur Gaza, l'agence onusienne a déclaré que les attaques israéliennes contre les zones résidentielles de Gaza depuis le 7 octobre dernier avaient provoqué 39 millions de tonnes de débris. Le souligné rapport que les environnementaux de la guerre sur Gaza ont atteint des niveaux sans précédent, indiquant que les habitants faisaient face aux risques de pollution des sols, de l'eau et de l'air, toutes les infrastructures d'eau, d'assainissement et d'hygiène ayant presque totalement disparu. Le PNUE a réitéré son appel à un cessez-le-feu.

De son côté, l'UNRWA a mis en garde contre les risques environnementaux et sanitaires majeurs causés par l'accumulation de plus de 330 000 tonnes de déchets dans les zones résidentielles de Gaza.

### PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	Source	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION - 2023 (MILLION)	FMI / WEO	105,7	43,3	86,5	9,8	10,3	5,4	5,5	23,2
PIB (MDs USD) - 2023	FMI / WEO	394	255	366	522	51	18*	17	8,2*
PIB / HAB. (USD) - 2023	FMI / WEO	3770	5883	4234	53195	4498	3365*	3531	353
CROISSANCE PIB RÉEL (%) - 2023	FMI / WEO	3,8	-2,7	3,0	1,5	2,6	-0,5	-6,0	-5,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	-6,0	-7,7	-5,5	-4,2	-5,3	-1,3*	-3,0	n/a
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2023	FMI / WEO	96	49	31	62	112	181	47	n/a
RATING COFACE	COFACE	U	Е	Е	А3	U	О	n/a	n/a
Inflation mensuelle en g.a. (%)	Statistiques officielles	28,1	4,0	30,9	3,0	1,3	59,7	5,9	n/a
PMI	Statistiques officielles	49,6	n/a	39,6	47,4	n/a	47,9	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1742	331	282	1803	339	362	17	22
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1117	1655	41	1471	47	98	4	5

<sup>\* =</sup> Données Banque Mondiale

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS A1 TRÈS FAIBLE / A2 PEU ÉLEVÉ / A3 SATISFAISANT / B ASSEZ ÉLEVÉ / C ÉLEVÉ / D TRÈS ÉLEVÉ / E EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS: www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION: SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION: SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

**POUR VOUS ABONNER:** beyrouth@dgtresor.gouv.fr